

Janvier 2005

Bulletin, no: 13

Comment Israël vola la bombe atomique aux américains, avec la complicité de la Maison Blanche et de l'Elysée.

de
Andrew et Leslie Cockburn

Le TEMPS stratégique, septembre 1992

IN
FO
AR
RO
PA
C

BS

L'ÉTÉ 1989 venait tout juste de commencer. Un fonctionnaire américain de haute taille, cheveux blonds, s'installa à une table de la place Bethesda, cernée par l'urbanisation sans couleur du grand Washington, commanda un peu de viande, puis se mit à nous parler, lentement, délibérément, de l'effondrement de sa carrière. Cet homme entre deux âges, James Conran, avait découvert la preuve d'une activité d'espionnage nucléaire en faveur d'un gouvernement étranger et avait jugé de son devoir d'en informer ses supérieurs. Trop tard, il se rendit compte que ces preuves avaient été jusque-là délibérément étouffées, à la demande d'au moins un président des Etats-Unis, pour la simple raison que le gouvernement étranger mis en cause était celui d'Israël.

Les malheurs de Jim Conran, ingénieur nucléaire, avaient commencé en 1975. Cette année-là, Conran s'était vu confier la mission fastidieuse de retracer l'historique de tous les systèmes de sécurité installés dans les centrales nucléaires américaines depuis que, en 1954, les entreprises privées avaient reçu l'autorisation d'être actives dans cette industrie. L'employeur de Conran était la nouvelle Commission de réglementation nucléaire (Nuclear Regulatory Commission, NRC), née le jour où le Congrès avait dédoublé la Commission de l'énergie atomique (Atomic Energy Commission, AEC), arguant du fait qu'une même agence gouvernementale ne pouvait promouvoir le développement de l'énergie atomique et surveiller ses propres activités.

Pour remplir son mandat, Conran dut consulter les dossiers anciens de l'AEC. Cela ne posa aucun problème, sauf pour un dossier ultrasecret, dont l'accès lui fut froidement refusé, sous prétexte qu'il n'avait «aucun besoin de savoir». Ce dossier concernait une entreprise privée, Nuclear Materials and Equipment Corporation (NUMEC), d'Apollo, en Pennsylvanie.

Conran harcela ses supérieurs jusqu'à ce que le directeur de la NRC demande à Carl Duckett, directeur adjoint de la CIA, chargé de

la science et de la technologie, de leur faire un topo sur ce mystérieux dossier. Duckett se présenta devant l'élite des fonctionnaires américains chargés des problèmes nucléaires – une espèce de club appelé les «Sept Inconnus» (Secret Seven) – et leur dit que, selon la CIA, l'usine d'Apollo avait très probablement fourni de l'uranium enrichi aux Israéliens, dès avant les années soixante.

Il existait en effet des preuves alarmantes que de l'uranium avait été soustrait méthodiquement de NUMEC, durant une dizaine d'années. Mais Conran fut choqué moins par le fait que les Israéliens avaient subtilisé du matériel nécessaire à leurs programmes d'armement les plus secrets que par la réaction de ses supérieurs: «Ils m'ont menti, dit-il, et j'en vins à penser que certains d'entre eux étaient compromis (dans l'affaire)» avec la bénédiction de la CIA. Lorsqu'il fit part de ses conclusions à Kenneth Chapman, le principal responsable des problèmes de sécurité à la NRC, ce dernier l'avertit que certains des documents à propos de cette affaire étaient «secrets de naissance», et que même la «connaissance de leur existence était secrète».

Dans les arcanes gouvernementaux de Washington, il n'y a pire péché que d'ignorer la voie de service. Conran savait donc qu'il courait le risque de se faire virer sans cérémonie s'il se plaignait «plus haut». Mais il se dit que si vraiment Israël avait pillé une usine nucléaire américaine pour construire des armes atomiques et que des membres de la NRC, pour laquelle il travaillait, avaient laissé faire, il avait le devoir d'en parler à des tiers.

Il commença donc par rencontrer Charles («Chick») Brennan, ancien chef du renseignement national du FBI. Brennan connaissait bien le cas Apollo: le FBI avait accumulé sur ces vols de matériel nucléaire (sous le code DIVERT, «détournement») des dossiers épais, et la Maison-Blanche lui avait demandé plusieurs fois où en était l'enquête et s'il y avait eu des fuites. Brennan invita Conran à rencontrer avec lui un fonctionnaire de la CIA «de très haut niveau» pour discuter d'éventuelles compromissions au sein de la NRC. L'homme de la CIA se montra intéressé, mais dé-

tourna vite la conversation sur l'éventuelle présence de taupes soviétiques à la NRC. Il voulait savoir, notamment, si tel fonctionnaire de la NRC avait le profil d'un espion... Conran, défrisé, décida de s'adresser plus haut encore, au Congrès, dans l'espoir que ce dernier ordonne une enquête. La NRC l'accusa aussitôt de trafic de documents secrets, lui retira son mandat, l'expédia dans un bureau chargé de définir des normes de réacteurs nucléaires, et recommanda, dans un rapport interne, qu'il passe devant un psychiatre.

Personne n'avait pris la peine de dire à Jim Conran qu'il s'était aventuré, sans le savoir, dans l'un des pires champs de mines de la politique américaine, que des hommes puissants, tant à Washington qu'à Jérusalem, préféreraient ne point voir activé.

EN JUILLET 1977, Morris Udall, président du Comité de l'Intérieur de la Chambre des représentants, suscita des auditions et déclara d'entrée de jeu qu'Apollo était un scandale de même envergure que le Watergate, le Koreagate et My Lai. Il promit «d'aller au fond des choses» pour savoir comment 206 livres d'uranium hautement enrichi avaient pu disparaître de l'usine pennsylvanienne.

Las, un an plus tard, en été 1978, Udall et ses assistants n'avaient pas encore réussi à obtenir du FBI et de la CIA les documents qu'ils réclamaient. Udall ne manquait pourtant pas de munitions: le General Accounting Office, GAO avait déjà travaillé sur le cas une année durant et, malgré les refus que lui avaient également opposés le FBI et la CIA, avait réussi à compiler un rapport volumineux... auquel le public n'eut point accès, le FBI et la CIA lui ayant aussitôt collé le tampon «secret».

John Dingell, le combatif démocrate du Michigan, président la Commission de l'énergie et du Commerce de la Chambre des représentants, qui avait commandé le rapport du GAO, accusa le FBI et la CIA de vouloir étouffer l'affaire. Le FBI révéla alors qu'une enquête gouvernementale, ordonnée par le président Gerald Ford, était en cours, et qu'elle avait priorité sur les requêtes du Congrès. La CIA, pour

sa part, informa la presse que les raisons pour lesquelles le rapport du GAO avait reçu le tampon «secret» étaient secrètes...

Un mémo du FBI, secret lui aussi, daté du 14 mai 1976, code DIVERT, explique: «Le président (Ford) connaît l'affaire en cours et y porte un grand intérêt. Le président estime qu'il importe de comprendre aussi bien que possible ce qui s'est passé à NUMEC (l'usine d'Apollo) et les circonstances de l'affaire. Il se préoccupe particulièrement de savoir s'il y a eu une tentative antérieure d'étouffer l'affaire. (...) A la Maison-Blanche, seules quatre personnes sont au courant de cette enquête. La Maison-Blanche espère que l'existence même de l'enquête ne parviendra pas à la connaissance du public.»

Peter Stockton, qui a travaillé longtemps pour John Dingell, dit froidement que jusqu'à la présidence de Jimmy Carter, chaque administration américaine avait ordonné des enquêtes sur l'affaire Apollo, mais chaque fois aussi les avait enterrées.

Depuis le jour de 1960 où un avion-espion U-2 avait photographié le réacteur nucléaire du Néguev, supposé «pacifique», les présidents américains n'avaient cessé de poser des questions aux dirigeants israéliens à ce propos. En mai 1960, David Ben Gourion, alors premier ministre, inquiet de ces requêtes américaines, rencontra John Kennedy au Waldorf Astoria de New York. Le président américain lui proposa un *deal*: les Etats-Unis fourniraient à Israël, pour la première fois, des armes classiques sophistiquées, en contrepartie de quoi Israël ralentirait son programme d'armement atomique. De fait, Israël ralentit son effort militaire atomique pendant quelque temps (pour des raisons essentiellement budgétaires), alors que les Etats-Unis accélérèrent leur fourniture d'armes classiques. Le problème de l'arme atomique israélienne ne cessa pour autant de hanter les occupants successifs de la Maison-Blanche.

En 1968, raconte Stockton, Richard Helms, qui était alors directeur de la CIA, dit au président Johnson qu'il y avait eu détournement de matériel nucléaire américain au profit d'Israël. Johnson, au lieu de convoquer l'ambassadeur d'Israël pour lui demander des explications, répliqua, selon Carl Duckett, alors directeur adjoint de

la CIA: «N'en parlez à personne, même pas à (Dean) Rusk (alors secrétaire d'Etat) et à (Robert) McNamara (alors secrétaire à la Défense).»

Johnson avait reçu l'assurance de Levi Eshkol, qui avait succédé à David Ben Gourion au poste de premier ministre, que le programme nucléaire israélien était suspendu. Johnson avait donc accéléré la fourniture d'armes américaines classiques, et même accepté, en 1968, de vendre aux Israéliens des chasseurs-bombardiers Phantom F-4, capables de transporter des bombes atomiques. Paul Nitze, qui était secrétaire adjoint à la Défense, se rappelle avoir prié alors Paul Warnke, qui était assistant du secrétaire à la Défense pour les affaires de sécurité internationale, de ne pas autoriser la livraison des avions aux Israéliens tant que ceux-ci n'en auraient pas dit plus sur l'état de leur programme nucléaire. Peu après avoir pris cette décision, dit-il, «j'ai reçu la visite d'un M. Finkelstein, de l'Agence de secours juive, qui me déclara que je ne pouvais pas faire cela. Je lui répliquai: «Qu'est-ce que vous voulez dire par là?» Il me dit que l'affaire remonterait jusqu'au président et que je serais désavoué. C'est exactement ce qui se produisit.»

L'administration Nixon se montra également anxieuse de minimiser les dommages de l'affaire NUMEC. En février 1969, quelques jours après qu'il eut prêté serment, Richard Nixon demanda à John Mitchell, son procureur général, de convoquer Edgard Hoover, le redoutable chef du FBI, qui connaissait les secrets les plus embarrassants de tout Washington. Hoover rédigea à cette occasion, pour ses archives, un mémo résumant les priorités du nouveau président. Parmi elles: «l'espionnage atomique». Mitchell lui avait fait comprendre en effet que le nouveau président voulait des informations à ce propos. Comprenant l'importance qu'elles revêtaient, Hoover se paya le luxe de jouer au chat et à la souris avec Mitchell, notant dans son mémo: «Je dis au procureur général que je ne voyais pas à quoi il faisait allusion, et qu'il allait de soi que nous continuions à surveiller les Russes. Le procureur me dit alors que, d'après lui, (Nixon) pensait à un autre pays, avec un va-et-vient de citoyens américains (...) Le procureur général me dit qu'il pensait qu'il s'agissait plutôt d'une affaire appelée (nom expurgé). Je dis au procureur général que j'allais lui faire préparer un mémo sur le cas.»

Trois mois plus tard, le Conseil national de sécurité se réunissait à la Maison-Blanche pour discuter de l'affaire Apollo et des implications de l'opération israélienne. Participaient notamment à la rencontre Henry Kissinger, conseiller de Richard Nixon pour la sécurité, et Richard Helms, directeur de la CIA. Helms prétend ne pas se souvenir de cette réunion. Mort Halperin, en revanche, qui faisait alors partie du staff du Conseil national de sécurité, s'en souvient bien: «Kissinger ne voyait pas de problème.» Il disait: «Les Israéliens ont des armes atomiques – et alors quoi? Cela signifie surtout que nous n'aurons plus besoin de les défendre.» Selon Halperin, la Maison-Blanche entendait que ces discussions restent secrètes. «Elle craignait que si le public apprenait les vols d'uranium, nos relations avec Israël n'en pâtissent.» Mais il y eut quand même une fuite, tout à fait surprenante d'ailleurs.

LE 26 FÉVRIER 1969, deux semaines après que Hoover eut rédigé son mémo personnel, un journal gratuit de la banlieue de Pittsburgh, *Advertiser*, publia un petit encadré étrange signé «Mack Truck, rédacteur à l'*Advertiser*», sous le titre: «D' X». Peu de lecteurs prêtèrent attention à cet entrefilet. Le FBI, en revanche, bondit. Il savait que le D' X était le personnage central de l'affaire d'espionnage israélienne, et se demanda comment quelqu'un de l'*Advertiser* pouvait le savoir aussi. (Sans doute s'agissait-il d'une histoire plantée, comme on dit dans la presse, c'est-à-dire livrée à un journaliste qui, ravi, s'empresse de la reproduire, sans comprendre qu'il est manipulé. Le FBI n'a jamais révélé qui aurait bien pu planter cette histoire dans l'*Advertiser*.)

L'article disait: «Une ou deux fois par mois, un physicien de Pittsburgh prend l'avion à l'aéroport de Greater Pittsburgh, transite par JFK International (à New York) et monte à bord d'un avion d'El-Al à destination de Tel-Aviv. Le D' X est l'un des plus grands spécialistes américains des matériaux nucléaires. Il travaillait jadis pour Bettis (une entreprise atomique américaine) jusqu'à ce que lui et quelques autres quittent Bettis pour créer leur propre affaire. Aujourd'hui, le D' X conseille plusieurs sociétés israéliennes, ainsi que le gouvernement américain, sur les problèmes de manipulation des matériaux nucléaires.»

Le premier dossier ouvert par le FBI sur le D^r Zalman Mordechai Shapiro date de mars 1949. Entre cette date et juillet 1974, le D^r Shapiro fit l'objet de cinquante et un rapports du Bureau, dont quarante et un classés « secrets ». Avant de fonder, en décembre 1956 à Apollo, Pennsylvanie, la Nuclear Materials and Equipment Corporation (NUMEC), le D^r Shapiro avait fait une brillante carrière de chimiste à la Commission de l'énergie atomique (AEC). Auparavant, il avait travaillé pour le projet Manhattan, qui avait inventé les processus d'enrichissement de l'uranium ayant permis la fabrication des premières bombes atomiques. Il avait aidé aussi à développer le réacteur atomique du sous-marin « Nautilus », le premier joyau de la « marine nucléaire » imaginée par l'amiral Hyman Rickover.

Zalman Shapiro, dont le père était un rabbin orthodoxe lituanien, était un ami d'Israël, membre de la Fédération sioniste, et des Amis du Technion, une association collectant des fonds et des équipements à l'intention de l'Institut de technologie Technion de Haïfa. Lorsque Shapiro décida de fonder sa propre entreprise d'enrichissement d'uranium, il demanda l'aide de David Lowenthal, un vétéran de la guerre d'indépendance d'Israël, qui mit à sa disposition un vieux bâtiment de briques situé à côté de sa propre aciérie, à Apollo, à une cinquantaine de kilomètres de Pittsburgh. Grâce à ses anciennes relations gouvernementales, Shapiro bénéficia d'un flux de commandes important, transformant l'uranium enrichi en combustible destiné aux réacteurs de la marine et à une fusée spatiale expérimentale. A un point donné, NUMEC s'enorgueillissait d'avoir vingt-six clients, dont Israël; mais certains, en particulier John Hadden, ancien chef de poste de la CIA à Tel-Aviv, pensent que, malgré les apparences, l'entreprise fut dès l'origine une opération israélienne.

Un rapport secret du bureau du FBI de Pittsburgh mentionne David Lowenthal comme président de Raychord Steel Corporation et comme l'un des dirigeants de Apollo Industries of Pittsburg, « une compagnie qui, en investissant des sommes importantes dans des actions de NUMEC, permit à cette dernière de voir le jour ». Apollo Industries finançaient aussi Raychord, entreprise à laquelle elles avaient consenti jusqu'en 1967 des prêts et des avances pour 3 millions de

dollars. Apollo possédait aussi une bonne partie des actions de Raychord. En 1960, le président d'Apollo était également au Conseil d'administration de NUMEC.

L'USINE du D^r Shapiro avait éveillé des soupçons dans l'establishment nucléaire américain en 1962 déjà. Elle posait en effet deux problèmes flagrants: la protection pratiquement nulle de l'uranium enrichi fourni à l'usine et la présence sur place, bien visible, de personnel israélien. Cette combinaison alarma certains inspecteurs, parce qu'une telle usine est non seulement une source possible de matériel fissile permettant de construire des bombes atomiques, mais aussi le réceptacle de secrets américains portant sur des domaines autrement plus vastes que celui des seuls matériaux fissiles. Apollo faisait partie en effet d'un réseau d'usines supposées de haute sécurité, placées sous la tutelle de la Commission de l'énergie atomique. Par le biais de ce réseau, le D^r Shapiro avait accès à l'ensemble des connaissances américaines en matière nucléaire, armes incluses.

Le 27 février 1962, J.A. Waters, directeur de la sécurité de la Commission de l'énergie atomique, envoya un mémo à A.W. Betts, directeur des applications militaires de la même Commission: « Nos inspections de sécurité ont mis en évidence chez NUMEC de nombreux problèmes de sécurité, dus au fait que la direction de NUMEC ne se soucie pas d'établir et de faire appliquer des règles de sécurité adéquates et efficaces. A cela s'ajoute que NUMEC a les affiliations suivantes: 1. Un accord de coopération entre Israël et NUMEC, en vertu duquel ce dernier joue aux Etats-Unis, pour Israël, le rôle d'agence de consultance technique, de formation professionnelle et d'achat. (...) Nous vous avons informé des étrangers qui travaillent dans l'usine de plutonium (...) L'un d'eux, un métallurgiste israélien, est un travailleur invité en vertu dudit accord de coopération (...) »

Les inspecteurs de l'AEC avaient en effet découvert que, bien que l'usine du D^r Shapiro ait bénéficié de contrats secrets du gouvernement américain, « des étrangers travaillant à NUMEC peuvent se rendre sans escorte dans les zones de sécurité lorsqu'ils travaillent avec le plutonium ». Le métallurgiste israélien mentionné, Baruch Cinai, était un « travailleur invité » depuis mars 1961. Et Ephraïm Lahav, conseiller

scientifique de l'ambassade d'Israël aux Etats-Unis, dont les activités ont fait l'objet d'au moins un rapport secret du FBI, était un visiteur fréquent d'Apollo. Un mémo secret de l'AEC mentionne que sa première visite date de décembre 1961.

Ce mélange de présences étrangères et de règles de sécurité laxistes, vrai terreau d'espionnage, inquiétait la Commission. Personne, pourtant, n'entreprit la moindre démarche pour que soit fermée l'usine.

En plus de l'uranium enrichi qu'elle stockait, l'usine d'Apollo disposait sur place d'environ 2400 documents secrets, y compris 169 microcartes décrivant les recherches secrètes effectuées par le gouvernement des Etats-Unis. Le FBI notait que « n'existait (à NUMEC) aucune barrière empêchant l'accès de ces documents secrets aux individus non autorisés ».

Les voleurs d'uranium n'avaient donc qu'à se servir. Le rapport secret du General Accounting Office (GAO), publié en 1978, rapportait les propos d'un chercheur ayant visité NUMEC, « qui avait vu, en 1963 ou 1964, du matériel nucléaire posé sur les escaliers et sur le sol ». La direction de NUMEC avait pris l'habitude de mélanger dans la même zone de l'uranium « non classifié » et de l'uranium hautement enrichi, sans identifier les différents matériels avec les codes-couleurs utilisés habituellement. « La zone n'était protégée que par une barrière de fil de fer. » Malgré les « graves inquiétudes » que cette situation suscitait, NUMEC continua à travailler au petit bonheur la chance sans être censuré. Même « les arbres et les buissons » alentour sont « couverts d'un résidu blanc », notait un rapport top secret du FBI.

Lorsqu'en 1967, la Commission de l'énergie atomique découvrit que 572 livres d'uranium hautement enrichi avaient disparu des stocks d'Apollo, elle choisit généreusement de considérer que 366 livres avaient disparu au cours « d'opérations normales d'usinage », par décharge notamment dans la rivière Kiski. L'ancien directeur du Comité commun des deux Chambres sur l'Energie atomique, lui, est sceptique. Il fait remarquer que des pertes pareilles n'eussent été justifiées que si l'usine d'Apollo « avait fonctionné vingt-quatre heures par jour, sept jours sur sept, depuis bien avant les guerres de la Révolution »...

Au milieu des années soixante, NUMEC paya donc 929'000 dollars à l'AEC à titre de compensation pour l'uranium perdu. A cette époque, les affaires de l'entreprise marchaient au ralenti et sa trésorerie était au plus bas. Elle obtint pourtant sans difficulté, de la Banque Mellon, un prêt de 1 million de dollars. Selon un mémo interne préparé pour le président de l'AEC, Shapiro avait même essayé de ne pas payer l'amende: après que la Commission l'eut interrogé durant des mois pour tenter de déterminer où l'uranium avait disparu et eut fait herser des hectares de terrain en vain, Shapiro fit preuve d'initiative foudroyante en déclarant que la Commission lui devait de l'argent, et non le contraire. «Je n'avais pas osé dire où se trouvait l'uranium, tant cela était embarrassant pour moi: dans une décharge contenant 800 tonnes de «Kleenex» et autres chiffons de papiers!» Las! Des hommes de peine, dépêchés pour trier cette montagne de déchets glutineux, n'y découvrirent rien d'intéressant. Plus tard, Charles Keller, membre de l'AEC, eut ce cri du cœur: «Je ne sais pas quelles pressions politiques ou autres ont conduit Washington à laisser cette entreprise continuer à travailler. Si cela n'avait tenu qu'à moi, je ne lui aurais plus

donné (ni uranium ni contrats gouvernementaux) tant qu'elle n'aurait pas fait le ménage et décidé de marcher droit. Mais bon, je criais dans le désert...»

DANS une analyse datant de 1971, l'AEC citait le FBI en ces termes: NUMEC entretient «des relations très étroites avec Israël», et Israël déploie «des efforts systématiques pour obtenir aux Etats-Unis une aide technique et financière importante». En 1965, Shapiro fonda aux Etats-Unis ISORAD - Israël NUMEC Istotopes and Radiations Enterprises, dont le gouvernement israélien détenait 50% du capital et lui-même 50%, chacun des deux partenaires désignant par ailleurs la moitié d'un Conseil d'administration de huit membres; parmi les membres du Conseil: le chef de l'Agence israélienne de l'énergie atomique, un banquier connu, et le chef de la Commission israélienne des agrumes. ISORAD était en effet supposé «conduire des recherches sur l'irradiation des produits agricoles»,

dans le but «d'empêcher que les oranges ne pourrissent» et que «les larves vivantes de la mouche des fruits méditerranéennes ne soient disséminées». Un rapport du FBI note cependant que les recherches d'ISORAD n'avaient «jamais dépassé le stade expérimental, et (avaient) toujours été conduites en Israël.»

ISORAD donna néanmoins à Shapiro la possibilité de développer des «relations d'affaires» avec Joseph Eyal, attaché scientifique de l'ambassade d'Israël à Washington, et avec «la commission d'achat du gouvernement israélien à New York». Bien que Shapiro ne se soit pas enregistré comme agent d'Israël aux Etats-Unis, ainsi que le requiert la loi américaine, le gouvernement américain le considérait comme tel, puisque dans une lettre à Edgar Hoover, l'AEC disait de NUMEC qu'il agissait comme «agent de vente» de la division des approvisionnements du Ministère de la défense du gouvernement d'Israël, avec bureau sis à New York, sur la Troisième Avenue. Lorsque le FBI, sur ordre de Hoover, mit le D^r Shapiro sur écoute, en 1968, il tomba sur un bec, son téléphone étant crypté.

Après la création d'ISORAD, Shapiro commença à expédier en Israël de grandes machines à irradier les aliments, et d'autres modèles, mais plus petits, appelés «obusiers». Ces expéditions étaient légales. Un employé de l'usine d'Apollo déclara au FBI qu'elles avaient pris place à peu près au moment où de grandes quantités d'uranium avaient disparu de NUMEC: «Il aurait été facile, dit-il, de mettre de l'uranium dans ces machines à irradier (et de l'expédier) en Israël sans que personne ne pose la moindre question. (...) Qui aurait songé à ouvrir des conteneurs marqués «matériel radioactif» pour en examiner le contenu?» Il ajouta que l'un de ces conteneurs (lourdement blindé) portait un «stencil préadressé» indiquant Haïfa, Israël, comme destination. Un autre employé de NUMEC vit du personnel étranger à l'entreprise charger des fûts qui eussent parfaitement servi pour le transport d'uranium enrichi; un garde armé lui intima de s'en aller.

D'autres incidents étranges se produisirent à NUMEC. Une nuit, un témoin vit des hommes remplir des caisses d'acier de «tuyaux de poêle», c'est-à-dire de conteneurs servant au stockage de l'uranium hautement enrichi, les envelopper

dans du papier d'isolation brun, et charger le tout sur un camion porte-conteneurs. Les tuyaux de poêle venaient, dit-il, des caves fortes où est stocké l'uranium enrichi. Un garde armé lui intima également de quitter les lieux.

Des menaces furent proférées les jours suivants. «(Nom supprimé), de NUMEC, menaçait de virer (nom supprimé) (s'il) «ne fermait pas sa gueule» sur ce qu'il avait vu la nuit précédente (...) (Nom supprimé) déclare qu'il reçut la visite de (nom supprimé) et se vit intimer une fois encore de se taire.» Les mesures d'intimidation semblent être remontées jusqu'à la Commission de l'énergie atomique. Selon le FBI, un membre du personnel de l'AEC «reçut un appel téléphonique de William Riley, qui était son directeur à l'époque, lui demandant de passer à son bureau. Riley entreprit alors de discuter du risque qu'il y avait à parler en public de l'affaire NUMEC, et fit jurer (à son collaborateur) le secret. Il déclara quelque chose impliquant qu'il ne voulait pas que (nom supprimé) parle de NUMEC à qui que ce soit, parce qu'il fallait «clore cette affaire une fois pour toutes». (...) Il dit à (nom supprimé) que l'affaire NUMEC les dépassait l'un et l'autre.»

Un des analystes du Congrès connaissant bien l'affaire pense que sa gravité tenait moins au vol d'uranium lui-même qu'au fait qu'elle mettait en évidence l'ampleur des activités d'espionnage israéliennes aux Etats-Unis, comme l'a démontré notamment le cas Pollard.

JONATHAN POLLARD, qui purge actuellement une peine à vie à la prison de haute sécurité de Marion, dans l'Illinois, fut condamné en 1985 pour espionnage en faveur d'Israël. Pollard avait copié des milliers de pages de données hautement techniques sur les systèmes d'armes américains, données secrètes que le Pentagone n'avait aucune intention de partager avec ses alliés. Pollard était un agent du LAKAM, une agence israélienne s'efforçant de réunir des informations sur certaines technologies vitales. L'existence même du LAKAM resta longtemps secrète (la CIA resta dans le bleu à son propos pendant une vingtaine d'années!) jusqu'à ce que l'arrestation de Pol-

lard la fasse paraître au grand jour. A l'époque, le chef du LAKAM était Rafael Eitan, le personnage même qui avait visité l'usine d'Apollo le 10 septembre 1968.

«Rafi» Eitan, l'un des espions les plus célèbres d'Israël, avait découvert sa vocation à l'âge de 10 ans, en suivant les aventures de Mata Hari dans le film «Fräulein Doktor». Surnommé «Rafi la vache» à l'armée, il vit son rêve se réaliser lorsque le maître espion Issek Harel le recruta en 1951. Il servit alors dans le Shabak, le service de renseignement interne d'Israël, puis dans le Mossad, où il fit la preuve de son grand talent. Il participa à l'enlèvement d'Eichmann, et à la traque de Mengele. Pourtant, petit, myope, se bourrant de vitamines, et sourd comme un pot depuis qu'il avait été blessé en sabotant une station de radar britannique à la fin des années quarante, il semblait mal coller à l'emploi.

A l'époque de sa visite à l'usine d'Apollo, en 1968, Eitan était un agent du Mossad en mission spéciale pour le LAKAM. Cette agence avait été créée dans les années cinquante pour fournir à Israël, par tous les moyens, de la technologie nucléaire. A cette époque, Israël était déjà déterminé à se doter de la bombe. L'idée fascinait en effet Ben Gourion, qui se prévalut de l'alliance militaire étroite qui liait alors Israël et la France pour obtenir de cette dernière qu'elle lui fournisse le réacteur nucléaire nécessaire. Dimona, l'imposant complexe atomique du désert du Néguev, devint le cœur du programme d'armement secret d'Israël. Aujourd'hui encore, il ne fait pas bon traîner ses guêtres dans le désert autour de Dimona; les curieux finissent facilement en prison.

Francis Perrin, jadis haut-commissaire français à l'Energie atomique, visita Israël pour la première fois en 1949. Un peu plus tard, les deux pays signèrent un accord de coopération nucléaire, et des savants israéliens prirent leurs quartiers à Saclay, près de Paris, à l'Institut des sciences et techniques nucléaires. (Au début des années quatre-vingts, les savants israéliens avaient été remplacés par de jeunes savants irakiens; le réacteur irakien Osirak, bombardé par les Israéliens en juin 1981, était la réplique d'un modèle de Saclay.) Les Israéliens eurent dès lors accès à des informations techniques françaises, qui leur furent particulièrement précieuses dans leur quête de la bombe. En contrepartie de quoi, les Français reçurent le droit d'exploiter un processus

chimique israélien de fabrication d'eau lourde.

Lorsque la France se déclara, en 1957, d'accord de fournir à Israël un réacteur nucléaire de 26 mégawatts, la décision de construire la bombe ne faisait point l'unanimité des Israéliens. Pour dire leur désapprobation, six des sept membres de la Commission israélienne de l'énergie atomique démissionnèrent même, et son président, Ernst David Bergmann (un ami de Shapiro), devint la Commission à lui tout seul. Il déclara plus tard, dans une conférence à Tel-Aviv, que la décision de construire la bombe avait été finalement emportée «grâce au génie visionnaire d'un seul homme, Ben Gourion».

Shimon Peres, qui s'occupait à l'époque d'acheter secrètement des armes aux Français, fit remarquer plus tard qu'en ce temps-là, les adversaires israéliens de l'option nucléaire pensaient que le projet de réacteur était «un acte d'aventurisme politique qui ferait se liguer le monde contre nous». Lun des membres principaux du Mapai, le parti de Ben Gourion, déclara même que le projet était «une catastrophe politique, économique et militaire».

Etaient également opposés à l'option nucléaire certains parmi les stratèges militaires les plus connus d'Israël: Yigal Allon, le héros de la guerre d'indépendance, Yitzhak Rabin, qui allait devenir en 1964 chef d'état-major, et même Ariel Sharon, l'un des faucons les plus durs d'Israël. Ben Gourion eut néanmoins le dernier mot.

Le réacteur français fut construit dans un coin désolé du Néguev, près de la colonie poussiéreuse de Dimona. Ben Gourion disait à qui voulait l'entendre qu'il s'agissait d'une «usine textile» ou d'une «station de pompage». En 1963 encore, Shimon Peres, alors vice-ministre de la Défense, déclara que l'objectif de Dimona était de dessaler chaque année 1 milliard de mètres cubes d'eau de mer afin de transformer le Néguev en un «jardin». Après qu'il eut fait cette déclaration, Aharon Weiner, directeur de Tahal, la compagnie israélienne des eaux, assura, interloqué, que les propos de Peres étaient «infondés».

La CIA, elle, en revanche, savait exactement ce qu'il y avait à Dimona et considérait la manière dont Ben Gourion avait décidé, contre l'avis de ses pairs, de «construire un réacteur nucléaire produisant du plutonium, permettant en cas de besoin de fabriquer une bombe ato-

mique», comme une preuve supplémentaire de son style autocratique et un exemple de son obsession pour «la sécurité de l'Etat».

LES ISRAÉLIENS semblent avoir commencé à discuter d'un éventuel programme atomique en 1955 déjà, mais il est possible que la crise de Suez de 1956 ait convaincu la CIA qu'il était important d'aider secrètement Israël à le mettre en route. A en croire Wilbur Eveland, un ancien de la CIA, Ben Gourion, au moment de la guerre, déclara qu'il ne retirerait ses troupes du Sinaï et de Gaza que lorsque les Etats-Unis accepteraient de «fournir à Israël un moyen de protéger ses centres urbains contre les attaques de missiles balistiques que les Soviétiques, selon les services israéliens, s'approprieraient à fournir à l'Egypte et à la Syrie. La CIA reçut alors secrètement l'autorisation d'aider Israël à acquérir les moyens de rétorquer aux attaques éventuelles que les Arabes pourraient lancer contre lui avec des armes de haute technologie.» Par mal chance, Eveland est aujourd'hui décédé, et ne peut dire si cet accord de coopération secret s'étendait à l'énergie nucléaire aussi, et en particulier à l'uranium enrichi de l'usine d'Apollo, qui ouvrit ses portes trois mois après Suez.

Le complexe de Dimona — dôme argenté vibrant dans la chaleur du Néguev — fut terminé en 1963, et «Kirya-le-Mehakar-Gariny» en vint bientôt à employer 2700 savants et techniciens. On ratissait le sable de son périmètre intérieur chaque jour, pour détecter le passage d'éventuels intrus, et les pilotes risquaient d'être sommairement abattus s'ils survolaient l'installation.

Le cœur de l'usine d'armement se trouvait — se trouve toujours — dans une construction souterraine de six étages appelée Machon II. C'est dans Machon II qu'en 1985, un technicien du nom de Mordechai Vanunu passa quarante minutes et photographia tout avec son Pentax. Cette usine de séparation et de retraitement du plutonium avait été construite en vertu de l'accord qu'Israël avait signé en 1957 avec le premier ministre français Guy Mollet. Les ingénieurs français avaient creusé un trou de 25 mètres de profondeur dans le désert pour y loger le bunker de béton. Des machines de retraitement, étiquetées «machines textiles», avaient été envoyées de France. Le général de Gaulle, qui avait toujours assuré que la coopéra-

tion nucléaire entre Israël et la France avait pris fin en 1960, mentait, si l'on en croit Francis Perrin, puisque le général avait autorisé la construction de l'usine de séparation qui, en retraitant les barres de combustible usées du réacteur, les transformait en uranium nécessaire à la construction des bombes.

La générosité des Français peut être expliquée par l'histoire que raconte un physicien nucléaire américain qui participa à la construction d'armes atomiques à Los Alamos. A l'époque, dit-il, les savants français pestaient parce que, à la différence des Américains, ils ne réussissaient pas à mettre au point des têtes nucléaires petites et efficaces. Les Etats-Unis refusant de leur fournir les informations techniques nécessaires, les Français auraient alors passé un accord avec Israël, en vertu duquel des agents israéliens voleraient ces informations aux Américains pour les livrer à la France, en contrepartie de quoi les Français équiperaient la centrale israélienne de Dimona.

A ce propos, il est intéressant de noter qu'en février 1962, Lawton Geiger, de la division des réacteurs navals de la Commission de l'énergie atomique, écrivit à Zalman Shapiro, de NUMEC: *«Je considère que les relations que NUMEC entretient avec la Société (française) d'Applications Industrielles de la Physique est préoccupante, et exige la mise en œuvre de mesures de sécurité renforcées. Un défaut d'exécution pourrait être punissable, comme le prévoit la législation, notamment la Loi sur l'énergie atomique de 1954 (articles 221 à 227 inclus), et les lois sur l'espionnage, titre 18 du Code des Etats-Unis, articles 793 et 794.»*

En été 1960, la CIA informa le président Eisenhower que l'usine de Dimona allait permettre aux Israéliens de produire au moins une bombe atomique par an. Au vrai, l'administration Eisenhower n'était pas totalement innocente. L'Institut Weizmann, où était conduite une bonne partie des recherches nucléaires israéliennes, était financé dans une large mesure par le gouvernement des Etats-Unis, à travers les fonds que l'U.S. Air Force et la marine allouaient à certaines recherches secrètes de physique nucléaire qui y étaient conduites. Et Washington savait pertinemment que le programme nucléaire «pacifique» des Israéliens était entièrement contrôlé par leur Ministère de la défense.

En décembre 1960, John Kennedy, qui venait d'être élu mais n'était pas encore entré en fonction, reçut un «briefing» sur Dimona. A cette occasion, il déclara que, comme son prédécesseur, il considérait que le problème de la réaction des Arabes au programme nucléaire israélien était «hautement préoccupant». Au début de 1961, Ben Gourion, qui avait amélioré son couplet sur Dimona puisqu'il en parlait désormais comme d'un «centre de recherche sur les problèmes des zones arides et la flore et la faune des déserts», reçut de Kennedy une lettre polie, dans laquelle ce dernier suggérait que Dimona soit inspecté à échéances régulières par l'Agence Internationale de l'énergie atomique.

En mai 1961, Ben Gourion vint à New York pour rencontrer le nouveau président, craignant que les pressions de ce dernier à propos de Dimona, si elles s'accroissaient, ne fournissent à l'opposition israélienne les moyens de tuer son projet nucléaire.

Lors de cette entrevue au Waldorf Astoria, Ben Gourion accepta que le réacteur de Dimona (qu'il tint à distinguer du «complexe» de Dimona) soit inspecté occasionnellement, mais aux conditions israéliennes. En contrepartie, Kennedy accepta, ce qui était tout à fait nouveau, de fournir à Israël des missiles antiaériens Hawk. A la fin de l'entrevue, Kennedy prit Ben Gourion à part et lui dit: «Je sais que j'ai été élu grâce au vote des Juifs américains. Je leur dois ma victoire. Dites-moi, y a-t-il quelque chose que je devrais faire?» Ben Gourion prétendit avoir été choqué par la crudité du message et avoir répondu: «Faites ce qui est le mieux pour le monde libre.»

ENTRE-TEMPS, le monde découvrait, choqué, que des techniciens allemands travaillaient secrètement en Egypte sur un projet de «fusée arabe». D'après Wilbur Eveland, ces révélations scellèrent la collaboration secrète engagée par la CIA avec Israël. En réalité, il y avait sept ans déjà que

les Israéliens savaient la présence de ces techniciens allemands en Egypte, mais la révélation de cette «affaire» tombait à point pour justifier leur programme nucléaire, qu'ils se hâtèrent de présenter comme la seule dissuasion possible contre les missiles de Nasser.

En mars 1963, Sherman Kent, responsable du Bureau des évaluations nationales de la CIA, nota dans un mémo à l'intention du directeur de l'Agence: *«Bien qu'Israël dispose aujourd'hui d'une évidente supériorité militaire sur ses adversaires arabes, pris ensemble ou séparément, il accroîtrait grandement son sentiment de sécurité s'il se dotait d'une capacité nucléaire (...) Il aurait alors, à l'égard de ses voisins, non pas une politique moins dure, mais plus dure. Il chercherait à exploiter les avantages psychologiques que lui donnerait sa capacité nucléaire pour intimider les Arabes et les empêcher de lui causer des problèmes sur ses frontières.»*

Les Arabes, par réaction, ajoutait-il, «demanderaient aux Soviétiques de les aider contre la menace aggravée des Israéliens», Israël ferait alors pression sur les Etats-Unis, et, «arguant du fait qu'il est leur seul ami sûr dans la région, utiliserait tous les moyens à sa disposition pour les persuader de donner leur aval à son programme nucléaire.»

Kennedy avait traîné les pieds pour honorer sa promesse de fournir des fusées Hawk aux Israéliens. C'est pourquoi, en avril 1963, un mois après que Kent eut formulé ses sombres prédictions, Shimon Peres vint à Washington pour tenter de régler l'affaire. Reçu par le président dans le Bureau ovale, il invoqua la menace de «la fusée arabe», dont il exagéra grandement les risques. Kennedy répliqua en faisant valoir que le programme nucléaire israélien ferait plus que compenser cet hypothétique accroissement du danger arabe. Peres fit alors une déclaration habile, qui définit depuis lors la position officielle du gouvernement israélien: «Je puis vous affirmer que nous n'introduirons pas d'armes nucléaires dans la région; en tout cas, nous ne serons pas les premiers à le faire.» Comme les Etats-Unis disposaient d'armes nucléaires sur leur base de Dharan, en Arabie Saoudite, depuis 1949, Peres disait vrai, à sa manière.

Au moment de prendre congé, Peres insista, disant qu'il représentait «une nation de colombes venue acheter des faucons (hawks)». Après

quelques discussions encore, grâce auxquelles les Américains obtinrent de pouvoir inspecter certains secteurs de Dimona, Peres obtint les fusées Hawk qu'il était venu chercher.

On peut dire qu'en 1964, l'affaire de Dimona avait effectivement mis les Etats-Unis dans une position difficile vis-à-vis des Arabes, ainsi que l'avait prédit Sherman Kent. Le Département d'Etat demanda à son ambassadeur au Caire d'arranger les bidons au mieux, de prendre en particulier de grands airs inquiets au sujet de la «fusée arabe», dont chacun savait pourtant, à cette époque, qu'elle eût été incapable de faire tomber un moineau: «Nous tenons à souligner, déclara donc le diplomate, le rôle néfaste joué par le programme de missiles de la République arabe unie (l'Egypte), qui aggrave dangereusement la course aux armements (dans la région).» Il ajouta, à l'intention du président Nasser, que ce dernier «ne pouvait gagner à ce jeu», parce qu'Israël disposait de «sources de financement extérieures».

Des scientifiques américains ayant visité Dimona cette même année déclarèrent n'avoir rien vu qui puisse suggérer qu'il s'agissait d'une usine capable de produire les matériaux nécessaires à la fabrication d'une bombe atomique. On ne peut en déduire pour autant qu'Israël n'acquerrait pas ces matériaux, de l'uranium enrichi notamment, à l'étranger.

LORSQUE Rafael Eitan, l'espion israélien, se rendit à l'usine d'Apollo, en 1968, pour le compte du LAKAM, il était accompagné par Avraham Hermoni, le chef de poste de cet organisme aux Etats-Unis, officiellement «conseiller scientifique» de l'ambassade d'Israël à Washington, et par Abraham Bendor, qui se présentait comme venant du «Département d'électronique, Israël», mais émergeait de fait au Shin Beth, le service de sécurité intérieure d'Israël.

Les trois hommes avaient fait le voyage pour faire le point sur les risques que l'enquête américaine à propos de NUMEC faisait courir à Israël. L'uranium volé avait disparu d'Apollo depuis belle lurette. Mais, à l'é-

poque, le FBI avait placé l'usine sous haute surveillance, pour savoir surtout si son directeur, Zalman Shapiro, était, oui ou non, un espion. Shapiro déclara plus tard aux enquêteurs du FBI qu'il n'avait jamais partagé d'informations secrètes avec ses nombreux visiteurs étrangers – en dépit du fait que nombre d'entre eux étaient des espions et qu'il occupait lui-même le poste idéal pour répondre à leurs besoins. Toujours est-il qu'en 1969, Edgar Hoover, le patron du FBI, recommanda que le D^r Shapiro et NUMEC soient privés désormais de contrats gouvernementaux secrets – une recommandation qui faisait problème, puisque la peine prévue par la Commission de l'énergie atomique pour le crime d'espionnage était la mort. Les choses évoluèrent moins tragiquement. En 1970, NUMEC fut racheté par Atlantic Richfield, et le D^r Shapiro fut licencié discrètement, quelques mois plus tard, par les nouveaux propriétaires. Il n'y eut plus de disparitions d'uranium ni de violations des normes de sécurité.

Lorsque le D^r Shapiro, qui avait trouvé un nouvel emploi chez Kawecki Berylco, une entreprise américaine de fabrication de composants nucléaires, demanda de pouvoir accéder de nouveau aux secrets militaires atomiques, sa requête monta jusqu'à la Maison-Blanche, via les bureaux de Henry Kissinger, de John Ehrlichmann, conseiller du président pour les affaires nationales, de William Rogers, secrétaire d'Etat, et, bien sûr, de la Commission de l'énergie atomique. Les hésitations des uns et des autres convainquirent Shapiro de se chercher un nouveau job, moins «sensible», chez Westinghouse. A partir de là, on ne sait plus très bien si Shapiro continua à entretenir des relations avec «des personnes impliquées dans le programme d'armement nucléaire d'Israël et autres Israéliens peu recommandables (up to no good)» (pour citer les termes d'un rapport interne du Congrès). Il est vraisemblable que, dépourvu d'accès aux données nucléaires secrètes des Etats-Unis, il perdit beaucoup de son intérêt pour Israël, qui jusque-là lui avait toujours réservé un traitement de VIP.

Au début de 1976, Carl Duckett, le principal analyste technique de la CIA, déclara tranquillement à un groupe de directeurs de l'industrie aérospatiale américaine qu'Israël disposait de «dix à vingt» bombes atomiques. Cette remarque sensa-

tionnelle finit évidemment par sortir dans la presse, ce qui contamina le patron de Duckett, George Bush, alors directeur de la CIA, de s'excuser pour cette révélation «malheureuse». Peu après, Carl Duckett quitta la CIA en invoquant des raisons de santé.

Cinq administrations américaines successives avaient donc toléré le travail d'espions israéliens aux Etats-Unis, et considéré que le public américain n'avait pas à savoir que l'Amérique aidait ainsi Israël à se doter d'armes atomiques. Les autorités israéliennes estimaient évidemment que leur propre public n'avait pas non plus à connaître ces choses. C'est pour briser ce mur du silence que Mordechai Vanunu, le technicien israélien qui avait travaillé huit ans durant dans les secteurs les plus secrets du complexe de Dimona, décida de tirer ses fameuses photographies.

VANUNU, kidnappé par les agents du Mossad à Rome, fut jugé en Israël pour trahison et doit purger encore une dizaine d'années à la prison d'Ashkelon. Homme étrange et compliqué, issu d'une famille séfaraïte marocaine, il avait été victime de la discrimination qui frappe en Israël les immigrés juifs venant des pays arabes. Ses parents, des commerçants prospères, avaient voulu s'installer à Haïfa, mais avaient été contraints, sous peine d'arrestation, de s'établir à Beersheba, et d'accepter un travail manuel. Les fournitures élégantes qu'ils avaient achetées en France en vue de leur installation ne tardèrent pas à partir en poussière; un tel luxe n'avait pas de place dans le désert. Vanunu grandit donc dans une atmosphère de désespoir et d'amertume, devint l'ami d'Arabes israéliens, citoyens de troisième classe plus humiliés encore que lui, et participa pendant trois ans à des activités politiques pro-palestiniennes avant que le Shin Beth, le service de sécurité intérieure d'Israël, n'en vienne à se demander si de telles activités étaient compatibles avec ses fonctions au sein d'une usine ultrasecrète. A cette époque, Vanunu avait déjà pris cinquante-sept photographies accablantes, notamment d'un modèle grandeur nature d'une bombe à hydrogène, et du «balcon de Golda», duquel le premier ministre avait admiré la halle de production principale de Dimona, où se pratiquait la séparation chimique de l'uranium à des fins militaires. Il vola, à un contremaître, qui avait l'habitude de la

déposer sur le rayon d'une armoire toujours ouverte, la clé de l'ascenseur conduisant au niveau 5, où les bombes sont fabriquées. Il prit des clichés des «boîtes à gants», dans lesquelles les disques de plutonium sont usinés en sphères et les feuilles de cuivre en gaines où sont logées les bombes. Ce qu'il vit au niveau 5, appelé aussi MM2, le convainquit qu'Israël disposait d'ores et déjà d'un arsenal nucléaire respectable.

La faiblesse des mesures de sécurité mise en évidence par cette libre balade photographique d'un homme qui avait pourtant flirté avec le Parti communiste israélien, apparaît plus incroyable encore lorsque l'on sait que Vanunu, ayant été autorisé à quitter Dimona (dont il fut honorablement «licencié»), put prendre un bateau à Haïfa, puis, plus tard, passer une nuit à Moscou, en route pour Bangkok. Bien que Vanunu n'ait livré aucun secret israélien aux Russes, il aurait aisément pu le faire. Au lieu de cela, il erra à travers le monde avec ses deux bobines de film, en essayant d'intéresser ses compagnons occasionnels à son histoire incroyable. Il s'ouvrit ainsi à la fille d'un journaliste britannique, qu'il avait rencontrée en Birmanie, mais elle le largua. Lorsque enfin il atterrit, en Australie, dans une communauté chrétienne bien intentionnée, il réussit encore à tomber sur un hispanophone mariolle, qui rejeta l'église.

Oscar Guerrero, apparemment un escroc confirmé, pensa que l'histoire de Vanunu lui ouvrait toutes grandes les portes de la fortune. Il se précipita au consulat d'Israël à Sydney, dans l'espoir de se faire payer cher son information. Mais ni le Mossad ni le Shin Beth n'essayèrent de mettre la main au collet de Vanunu, la Commission israélienne de l'énergie atomique les ayant assurés qu'un technicien de salle de contrôle, ne comprenant certainement pas grand-chose au programme militaire de Dimona, ne pouvait présenter qu'un risque mineur. L'affaire des bobines de film intrigua cependant les services israéliens, assez en tout cas pour qu'ils mettent aux trousses de Vanunu sept agents, qui n'hésitèrent pas à le suivre à travers Sydney, où il était devenu chauffeur de taxi, et à participer avec lui à des groupes d'étude organisés par l'église Saint-Jean.

De fait, le Mossad n'entreprit rien de sérieux contre Vanunu avant qu'il ne passe le plus clair d'un mois à distiller son histoire auprès de la rédaction du *Sunday Times* de Londres. Le Mossad, ayant promis à Margaret Thatcher qu'il n'enlèverait pas Vanunu en Grande-Bretagne, ne finit par pouvoir le kidnapper que parce que le rédacteur en chef du journal londonien vacilla des semaines avant de se décider à publier l'histoire de Vanunu, à la grande exaspération de ce dernier. Cindy, une blonde élevée en Floride, agente à temps partiel du Mossad, essaya d'attirer l'attention de Vanunu pendant plusieurs jours, mais en vain. Lorsque finalement elle y réussit, elle lui proposa un ticket gratuit pour Rome, qu'il accepta avec reconnaissance, ravi d'alléger ainsi son ennui.

Cindy (de son vrai nom Cheryl Hanin Bentov) drogua Vanunu, que des kidnappeurs expérimentés expédièrent alors à Tel-Aviv. Le Mossad s'ennorgueillit bien sûr du succès de l'opération, profitant de l'affaire pour tourner en dérision le Shin Beth, qui n'avait même pas réussi à empêcher Vanunu de quitter Israël après qu'il eut été licencié de Dimona. Le Shin Beth prit sa revanche peu après en livrant toute chaude l'histoire du kidnapping au *Financial Times* de Londres.

L'AFFAIRE Vanunu rend inutile l'immense mystère qui a toujours entouré le complexe de Dimona. Pourtant, depuis cette époque, peu de choses ont changé. Israël n'a engagé aucun débat public sur sa politique nucléaire. Et les Etats-Unis continuent à ne point mettre en cause publiquement le bien-fondé de l'arsenal atomique israélien, même s'ils en tiennent compte au moment de calculer leurs risques proche-orientaux. En 1973, lorsque les tanks égyptiens et syriens percèrent les défenses israéliennes, durant les premiers jours de la guerre de Yom Kippour, la Maison-Blanche savait qu'Israël avait découvert ses silos nucléaires du Néguev, c'est pourquoi elle lui fournit aussitôt des avions supplémentaires. Au début de la présidence Reagan, Richard Burt, alors directeur du Bureau des affaires politico-militaires du Département d'Etat, nous confia que

le gouvernement américain avait la conviction qu'Israël avait inclus des villes soviétiques, Odessa notamment, dans la planification de ses cibles nucléaires.

En automne 1990, enfin, quelques mois après l'occupation du Koweït par l'Irak, George Bush demanda à la CIA de l'informer d'urgence sur le niveau de l'arsenal nucléaire israélien et sur les cibles planifiées par le gouvernement de Jérusalem. «Que feront les Israéliens, s'inquiétait-il, si Saddam Hussein utilisait son arsenal chimique contre Tel Aviv?» Au-dessus de lui, menaçante, se balançait, encore et toujours, l'épée de Damoclès nucléaire des Israéliens. □